

© SERGE AITAL/CITIMAGES

L'événement

Une rentrée sous le signe d'un optimisme mesuré

Avec des indicateurs macroéconomiques quasiment tous bien orientés, cette rentrée 2017 tranche avec les précédentes. Le climat de consommation s'améliore et laisse augurer des jours meilleurs... à condition de bien négocier les écueils à venir, notamment en matière de réformes.

A chaque rentrée son cortège d'interrogations. Mais, cette fois, à la question de savoir si le climat économique sera mieux orienté, les réponses sont assez unanimes : la conjoncture est bonne. Et surtout meilleure que les années précédentes. Le taux de chômage redescend, le moral des ménages s'améliore, et les dépenses en matière de produits de grande consommation sont positives. Un vent de renouveau soufflerait-il sur le pays ?



© JEAN CLAUDE MOSCHETTIERA



© GEMING/GETTY IMAGES

**DES FACTEURS
à surveiller
de près**

L'événement

Il y a de cela, mais attention à l'emballlement, tant cette dynamique balbutiante est facile à stopper. Pour autant, ne boudons pas ce plaisir devenu plutôt rare ces dernières années. « Nous sommes dans un contexte porteur au niveau mondial, européen et français. Il n'y a plus aucun grand pays qui soit en récession. Et, en France, on a une croissance bien orientée. Cela faisait longtemps que nous n'avions plus eu cela », souligne à LSA Philippe Crevel, économiste et secrétaire général du Cercle de l'Épargne. À cela s'ajoutent des taux d'intérêt qui restent faibles et encouragent la consommation. Fin juin, Kantar Worldpanel soulignait cette propension à travers quelques chiffres. « 49 % des foyers déclarent que la situation personnelle de leur foyer va rester stable au cours des douze prochains mois, et ils sont 52 % à avoir envie de se faire plaisir pour leurs achats de produits courants », insistait le panéliste. Du côté de l'inflation – ou plutôt de la déflation, qui s'amenuise après avoir connu des niveaux presque records –, la demande glisse vers une alimentation plus qualitative, quitte à payer un

« En France, la croissance est bien orientée et le climat de confiance très élevé. Le contexte monétaire est favorable, et le taux de chômage diminue, même si la décrue est lente. On a rarement connu un contexte aussi porteur depuis 2011. »

Philippe Crevel,
secrétaire général
du Cercle de l'Épargne



peu plus cher, et pourrait couronner les efforts de valorisation de l'offre... L'un des moteurs principaux de cet optimisme général reste presque impalpable : c'est celui de la confiance. Et pour alimenter et entretenir cette « chaudière », reste à convaincre les particuliers, mais aussi les entreprises, via l'investissement sur l'outil productif ou sur la

recherche d'innovations. « La baisse du chômage génère un climat de confiance. On sort d'une longue période difficile. Entre 2010 et 2014, il y a eu de fortes hausses d'impôts. Mais, globalement, la situation s'améliore, et on a rarement connu un contexte aussi porteur depuis 2011 », abonde Philippe Crevel. Nombreux sont les spécialistes de l'économie à indiquer que plusieurs mesures prises lors du quinquennat de François Hollande commencent à donner leur pleine mesure (CICE, pacte de compétitivité...).

À charge pour le nouveau président Emmanuel Macron de profiter de ce rétablissement, sur fond de redémarrage et de bonnes nouvelles : les prévisions de croissance dans l'Hexagone fluctuent, d'un institut à l'autre, autour de + 1,6 %, le gouvernement se fendant même d'une estimation légèrement supérieure, à + 1,7 %. Avec cette batterie de signaux au vert ou en amélioration continue, la machine semble plus facile à relancer. L'économiste Nicolas Bouzou estime qu'il faut battre le fer tant qu'il est chaud, et transformer l'essai rapidement, pour éviter que des écueils n'apparaissent. Invité sur le plateau de BFM, il y a quelques jours, Nicolas Bouzou y a déclaré que, ce qui l'inquiétait, « c'est qu'il y a encore du scepticisme. Si on veut que ça dure, les entreprises doivent investir ». Et « le bon moment pour faire les réformes, c'est quand la situation s'améliore », insiste-t-il.

Une sortie de crise fragile

Mais ce sont, justement, ces échéances importantes d'un point de vue social, économique et politique qui pourraient rapidement venir ternir cet optimisme. « On sent la sortie de la crise, mais cela reste très fragile », confirme Jacques Creyssel, délégué général de la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD). Deux inquiétudes majeures se dessinent selon lui : « La taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises, dont la suppression avait été annoncée sous François Hollande, pourrait être augmentée. Par ailleurs, le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, ou CICE, pourrait être abaissé d'un point, ce qui alourdirait le coût du travail. Ces facteurs fiscaux seraient désastreux pour le commerce », s'alarme-t-il. Il rappelle au passage que ce secteur a créé près de 50 000 emplois sur ces

DES INDICATEURS au vert



LÉGÈRE BAISSÉ DU TAUX DE CHÔMAGE



1,6%

La prévision de croissance pour 2017 (contre 1,1 % en 2016)

+ 1,4%

L'évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand en un an

+ 4 points

L'écart du moral des ménages en juillet par rapport à la moyenne de longue période

On n'avait pas vu ça depuis...

Les indicateurs sectoriels sont à leurs meilleurs niveaux depuis plusieurs années, comme dans le secteur des services (juin 2011), du bâtiment (septembre 2008), du commerce de détail (décembre 2007) ou du commerce de gros (septembre 2007)

Sources : Insee et Dares

deux dernières années, tous types de contrats confondus.

L'autre échéance cruciale, tant pour les entreprises que pour les salariés cette fois-ci, c'est bien sûr la loi Travail, dont les ordonnances sont présentées ce jeudi 31 août. Si la copie finale n'est pas encore connue à l'heure où nous mettons sous presse, des points d'achoppements existent déjà. L'accord d'entreprise, qui pourrait prendre le pas sur les accords de branche ou le Code du travail, constitue LA crainte majeure des représentations syndicales.

+1,5%

L'évolution de la consommation des ménages sur un an (à fin mai 2017)

Source : Insee

UNE
CONSUMMATION
en demi-teinte

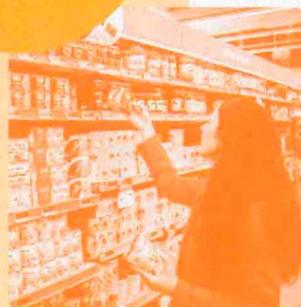
+0,6%

L'évolution des dépenses des ménages en PGC et FLS sur un an (à début août)

Source : Kantar Worldpanel

-0,52% L'évolution mensuelle moyenne des prix en HM + SM de janvier à juillet 2017, versus -1,1% en 2016

Source : Iri



Autre point qui les fait bondir, le « CDI de projet », déjà présent dans le BTP, prévoit l'arrêt d'un CDI au terme de la mission pour laquelle le salarié est engagé. Enfin, le licenciement économique, qui serait apprécié au regard de l'activité économique sur le territoire et non au niveau international, est jugé très durément. Pour faire entendre leur voix, des représentations syndicales, la CGT en tête, ont d'ores et déjà prévu mardi 12 septembre une manifestation sociale de grande ampleur.

Certains éléments encore dans le flou

Cette vague de réformes, de nature à susciter la désapprobation de la population, pourrait avoir un impact négatif sur la dynamique générale, et amenuiser le pronostic optimiste qui caractérise cette rentrée. Ajoutez à cela d'autres éléments encore dans le flou : *quid* de l'évolution de la consommation des ménages ? Les ventes de l'alimentaire restent dépendantes des aléas de la météo.

La période est, en outre, un temps commercial très important pour les distributeurs, qui ne peuvent se loupier. Et les innovations porteront-elles suffisamment les marchés non alimentaires ? D'autant que nombre de réseaux sont mal en point, les difficultés récentes de Tati et La Halle étant là pour le rappeler (*lire LSA n° 2465-2466*). « *Tous les magasins physiques doivent faire face à une baisse de trafic de 4 à*

5 %, qui n'est pas compensée par des ventes en ligne. Nous sommes à la fin d'un modèle », pointe Philippe Nobile, directeur au Boston Consulting Group.

En dehors du spectre de la consommation, des interrogations subsistent également pour septembre. Les attentats qui ont endeuillé l'Espagne en ce mois d'août font ainsi planer une ombre sur la France, alors même que le secteur ultra-stratégique du tourisme se remet à peine des tragiques événements survenus le 13 novembre 2015 à Paris et le 14 juillet 2016 à Nice. En outre, difficile d'évaluer les conséquences des tensions géopolitiques persistantes entre les États-Unis et la Russie ou encore en Corée du Nord. L'optimisme conjoncturel, fragile, appelle surtout à beaucoup de prudence. ■

JULIE DELVALLÉE ET MORGAN LECLERC

- **La Loi Travail**, dont les ordonnances seront connues jeudi 31 août

- **L'avenir du CICE** (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), qui demeure en suspens

- **Le retour possible** de la taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises

- **La grande manifestation sociale** prévue le 12 septembre

- **Les risques d'attentats**

- **Des tensions géopolitiques** (États-Unis, Corée du Nord...)

- **La météo**, qui dicte toujours les fluctuations de la consommation

DES FACTEURS
à surveiller
de près



« L'inquiétude principale pour les entreprises lors de cette rentrée est fiscale, avec la remise en cause du CICE et le projet de taxe sur le chiffre d'affaires. »



Jacques Creyssel, délégué général de la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD)